M 6189 - 1053 - 8,00 F
3796189008001 10530
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 053 - 6 août 1988 - prix : 8 F

emploi, commerce international, production,

IL PARAIT QUE ÇA VA MIEUX...

MAIS POUR QUI ?

Emploi, commerce international, production

IL PARAÎT QUE CELA VA MIEUX MAIS POUR QUI?

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Cette semaine a commencé avec l'annonce d'un léger mieux pour les créations d'emplois. Peut-être fallait-il nous faire oublier le train de hausses sur les transports et l'EDF ! Mais cette note optimiste a bien vite été tempérée par la confirmation de sombres pronostics concernant l'extension du chômage et la multiplication des emplois précaires.

Parallèlement la presse a soufflé successivement le chaud et le froid concernant la situation économique mondiale : le jour même où l'on nous annonçait une croissance plutôt satisfaisante du commerce international en 1988, on pronostiquait un ralentissement de la croissance pour 1989.

Bref, les indices économiques et les pronostics des experts qui ne signifient décidément pas grand chose, se suivent sans se ressembler. Mais les conséquences de la crise économique pour les classes pauvres sont, par contre, d'une remarquable continuité.

Partout la crise pèse de plus en plus lourd sur les classes populaires.

C'est vrai dans les pays dits riches où, depuis des années maintenant, par le blocage des salaires, le développement des emplois précaires, l'extension du chômage et la remise en cause de nombreux avantages, les revenus de la classe ouvrière ont considérablement baissé.

Et c'est encore plus vrai dans les pays pauvres où s'ajoutent bien souvent les effets ravageurs d'une inflation qu'aucun plan de stabilisation ne parvient à maîtriser.

La crise, ce n'est pas la crise pour tout le monde, c'est certain. Les affaires tournent bien pour la plupart des bourgeois, petits et grands. Des secteurs deviennent florissants; même si d'autres s'écroulent. Et des riches s'enrichissent comme jamais, à ne pas savoir quoi faire de leur argent. Et ces gens-là, c'est certain, peuvent bien discuter des bonnes ou mauvaises raisons d'être optimistes.

Mais pour la grande majorité de la société, c'est-à-dire pour les travailleurs, les classes pauvres, la crise se traduit par un véritable retour en arrière : le niveau de vie régresse, et le chômage se traduit partout par un immense gaspillage d'énergie humaine. Et le problème pour tous ceux-là n'est certainement pas de guetter le ciel en espérant les signes d'un redressement magique. Car même si ces indices existaient, ils n'arrêteraient pas la bourgeoisie dans la lutte qu'elle mène pour accaparer pour son profit le plus de richesses possible. La seule chose qui puisse l'arrêter, c'est la résistance des classes qu'elle exploite.

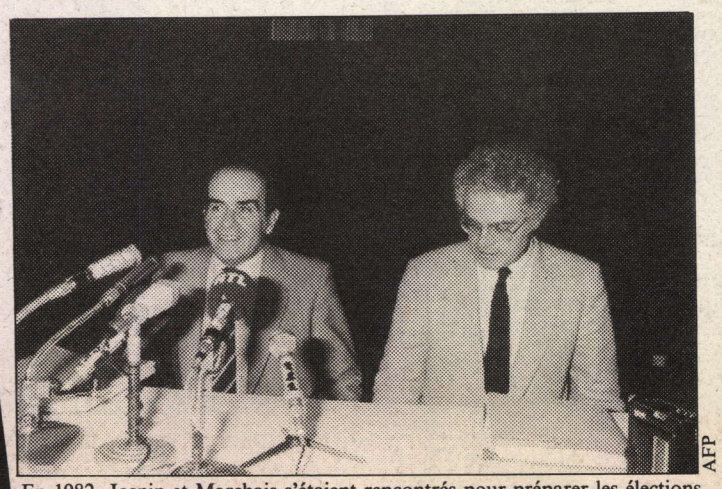
Contrairement à ce que croient bien des travailleurs, la classe ouvrière n'est pas forcément en situation défavorable parce que la crise existe. Bien sûr la menace du chômage pèse sur elle. Et bien souvent, elle ne voit pas comment elle pourrait améliorer son sort puisque c'est la crise et que l'économie va mal. Mais elle reste une force déterminante dans la société, car sans elle, sans son travail, il n'y aurait plus de source de profits pour la bourgeoisie. Partout, dans tous les pays du monde, la bourgeoisie, le patronat ont besoin de ce que les travailleurs produisent. Sans doute une partie importante des profits sont-ils réalisés dans des opérations spéculatives, dans des placements financiers. Mais cela n'est possible que parce que le patronat continue de réaliser des bénéfices dans des entreprises où l'on produit autant, voire plus, plus vite et avec moins de bras. Si la source se tarissait, les actions ne seraient plus que des bouts de papier sans valeur, c'est tout leur système qui s'effondrerait.

Crise ou pas, les travailleurs, qu'ils en aient conscience ou non – et le problème est qu'ils n'en ont pas assez conscience – produisent toutes les richesses, les transportent, les répartissent. Ils pourraient, s'ils le voulaient, se servir de la formidable place dont ils disposent dans la société pour se défendre et imposer un autre partage des richesses. C'est une arme que finalement la bourgeoisie, si puissante soit-elle, ne peut retirer à la classe ouvrière, une arme que la bourgeoisie redoute car la classe ouvrière peut très bien choisir d'en faire usage.

LAJOINIE DISPONIBLE POUR L'UNION DE LA GAUCHE

D'un côté le PCF, au travers de la CGT, impulse des actions radicales qu'il monte en épingle et qu'il présente comme exemplaires, telle celle menée à l'imprimerie Jean Didier, ou encore la grève des mineurs de Gardanne. Et de l'autre, ses dirigeants se déclarent, avec insistance prêts à renouer l'Union de la gauche.

C'est ainsi qu'interviewé par *l'Express*, André Lajoinie, à la question : «*Est-il d'actualité et opportun de relancer l'Union de la gauche ?*» répond : «*Opportun, oui, et nous sommes disponibles...*», en regrettant fortement que le PS ne le soit pas.



AFP

En 1982, Jospin et Marchais s'étaient rencontrés pour préparer les élections municipales. Une époque que le PCF regrette...

Reglain - Gamma

Le Comité central en mai dernier. Le PCF est toujours prêt pour l'ouverture en direction du PS...

La direction du PCF explique en substance que la conjonction d'un «*mouvement populaire*» et de l'action des vingt-six députés qui constituent le groupe parlementaire communiste à l'Assemblée nationale pourrait contraindre le Parti Socialiste à changer sa politique actuelle pour une politique nouvelle.

Peser sur le Parti Socialiste aujourd'hui, alors que l'influence électorale du PCF est bien plus faible qu'en 1981, alors que sa représentation parlementaire est descendue sous la barre des trente députés apparaît comme une gageure.

Ce que les dirigeants du PCF n'ont pas réussi à faire, entre 1981 et 1984 alors qu'ils participaient au gouvernement, serait devenu possible aujourd'hui ?

Mais par quel miracle ? Celui des chiffres, et plus précisement celui de l'arithmétique... parlementaire répond Lajoinie : «*Nous sommes peut- être moins nombreux,* explique-t-il, *mais nous pesons plus. Le PS n'a pas la majorité absolue. Cela nous donne un poids nouveau*».

Il y a, à l'évidence, une erreur dans ce calcul. Car il faut bien constater que cette arithmétique n'opère pas. Elle n'a guère d'effet sur Mitterrand, et sur les dirigeants du Parti Socialiste qui n'ont d'yeux que du côté de leur droite, et ne s'en cachent pas. A leur gauche, ils consentent de temps à autre à lâcher une petite phrase, car ils ne sont pas avares de discours, d'autant qu'ils sont riches en porte-parole qui se partagent les rôles : un Rocard pour les choix économiques, c'est-à-dire la santé des profits capitalistes et un Mauroy, lorsqu'il n'est plus Premier ministre, pour flatter par le verbe, le «*peuple de gauche*». Avec, parfois, des petits cadeaux qui entretiennent sinon l'amitié, du moins les illusions, comme cette mesure qui permet au PC de disposer d'un groupe parlementaire, ou l'acceptation de l'amendement du PCF concernant l'amnistie des délégués syndicaux, d'ailleurs presque immédiatement annulée par le Conseil constitutionnel. Le PS a conscience qu'il lui faut ne pas désillusionner les électeurs de gauche. Car à peine ces élections passées, en arrivent de nouvelles, les Municipales, puis les Européennes. Et c'est pourquoi il distribue une verroterie de petites mesures, qui ne lui coûtent guère politiquement, et surtout qui ne coûtent quasiment rien à la bourgeoisie.

La pression parlementaire du PCF est totalement inopérante sur le PS. Et ce n'est pas une question de nombre de députés. Y aurait-il cinq fois plus de députés communistes – et cela s'est vu dans le passé – que cela ne changerait rien. Car les politiciens du PS sont aussi imperméables aux revendications des travailleurs, qu'ils sont perméables aux intérêts de la bourgeoisie dont ils sont les valets. La classe ouvrière et ses militants en ont fait l'expérience, et plutôt dix fois qu'une. La dernière est encore toute fraîche.

Marchais, Lajoinie et les dirigeants du PCF le savent bien. Comme ils le savaient en 1981. S'ils renouvellent leurs offres de service, ce n'est pas qu'ils croient aux miracles, c'est parce qu'ils veulent ménager les possibilités d'alliances pour les prochaines élections municipales.

Ainsi donc, la politique des dirigeants du PCF est un éternel recommencement. Lorsqu'ils haussent le ton dans les entreprises, dans les luttes sociales – en se gardant toutefois d'agir pour que ces luttes cessent d'être des luttes particulières, et convergent dans une lutte d'ensemble – c'est pour monnayer leur influence dans de nouveaux marchandages électoraux. Et on verra peut-être de nouveau les dirigeants du PCF expliquer aux travailleurs et aux militants qu'il faut modérer leurs exigeances pour ne pas «rompre l'union».

La perspective qu'ils offrent à la classe ouvrière est bouchée.

Et pourtant les travailleurs pourraient réellement peser sur les choix du gouvernement. Pas par l'entremise d'un groupe parlementaire quelconque. Pas au travers des élections, ni présidentielles, ni législatives, encore moins municipales – car même si le PCF peut conserver un certain nombre de mairies, en quoi cela changera-t-il la politique du patronat sur les salaires, les licenciements ?

Ils le peuvent par la grève, tous ensemble, en s'attaquant au patronat, en menaçant ses bonnes affaires et ses juteux profits. Et alors, on verrait ces hommes du gouvernement, qu'ils soient socialistes ou pas, d'un seul coup s'intéresser aux revendications des travailleurs. Non pas parce qu'ils sont de leur côté, mais pour jouer les pompiers et essayer de sauver les meubles des patrons.

Car ce qui compte, et les représentants de la bourgeoisie le savent, c'est le rapport de force.

J.-P. VIAL

Etats-Unis

A DALLAS... T'AS PAS... 4 MILLIARDS DE DOLLARS

L'Etat fédéral américain va consacrer quatre milliards de dollars (vingt-quatre milliards de francs) au renflouement de la First Republik Bank de Dallas, la plus grande banque du Texas. Il y a quatre ans, en 1984, il avait déboursé deux milliards de dollars pour le sauvetage d'une autre grande banque, la Continental Illinois.

Le journal financier *Les Echos* constate que cette intervention «*remarquable par son montant*» est «*devenue presque banale dans son principe tant les autorités financières américaines sont amenées à intervenir pour préserver l'intégrité de leur système bancaire*».

C'est d'ailleurs ce qu'a expliqué une haute autorité officielle américaine qui, pour rassurer l'opinion publique, a déclaré que «*le pire est cependant passé, puisque huit banques importantes sur dix du Texas ont déjà été secourues d'une façon ou d'une autre*».

Ceux qui nous rebattent les oreilles avec le modèle économique américain, qui serait le champion de la libre concurrence et du libéralisme économique oublient de dire que ce champion-là est singulièrement dopé. Il ne manque pas de perfusions d'argent de l'Etat. A haute dose.

Comme quoi on peut vilipender l'Etat providence, et ne pas cracher sur ses largesses.

On connaît ça, ici aussi, en France.

J.-P. V

THOMSON (Bagneux)

LA DIRECTION SOUS-TRAITE... LES LICENCIEMENTS

Toute une combine a été montée entre Thomson et deux sociétés de nettoyage. Jusqu'en 1987, une seule société s'occupait du nettoyage des locaux du centre de Bagneux séparé en deux divisions et, depuis deux ans, en deux directions. Puisqu'il y a deux direction, la combine a consisté à utiliser les services de deux sociétés de nettoyage au lieu d'une. L'ancienne société, Domélis, gardait une partie du chantier ainsi que le personnel antillais et comorien (de nationalité française), et cédait à l'autre GSF (n° 1 français du nettoyage, paraît-il), le personnel portugais, à garder, et africain et nord-africain à licencier, hormis quelques-uns pour ne pas être taxé de racisme car il y a lieu de préserver l'image de marque de la Thomson ouverte à tous les contrats possibles, pays d'Afrique compris.

Ce cadre administratif mis en place n'allait pourtant pas dispenser l'encadrement et les vigiles de la Thomson de participer au sale boulot.

Le matin du 2 janvier à 6 heures, les gardiens de nuit Thomson filtraient ceux qui avaient le droit de travailler, inscrits sur une liste fournie par le service sécurité Thomson. Les autres (une trentaine) étaient bloqués dehors sans explication. Ils n'étaient pas sur la liste, un point c'est tout.

A une réunion convoquée par les délégués Thomson salle du CE, la direction Thomson faisait aussitôt intervenir un huissier pour constater que des personnes «étrangères à l'entreprise» étaient à l'intérieur.

Toujours en janvier, des employés du nettoyage apportaient une pétition à une réunion de délégués du personnel. Très courageusement, le directeur de la Thomson quittait alors la réunion, les problèmes du personnel non Thomson ne le concernant pas !

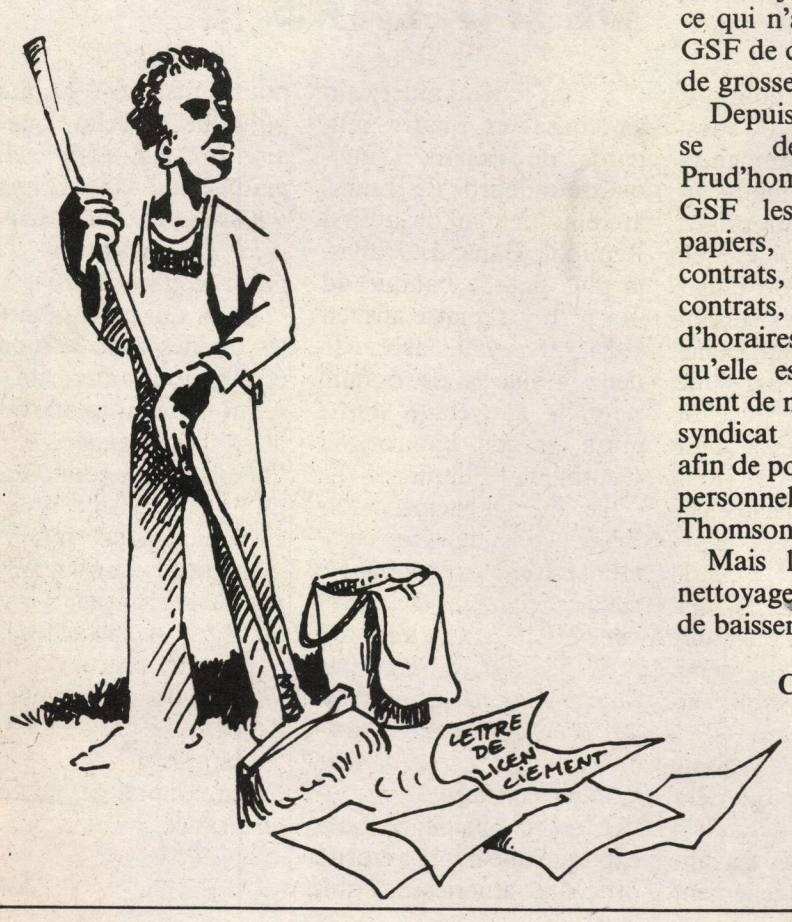
Quant au personnel non officiellement licencié, il était considéré par la GSF comme nouvellement embauché avec période d'essai, et réduction d'horaire pour certains, se traduisant par des réductions pouvant aller jusqu'à 1 000 F sur un salaire de 4 000 F. Et au lieu d'un étage à nettoyer, ils en auraient trois à faire.

Mais depuis février, malgré les pressions, aidés par quelques délégués Thomson, une vingtaine d'employés sont allés aux Prud'hommes. En mars, la société GSF était condamnée à reprendre le personnel avec son horaire, son salaire, son ancienneté, etc. Elle a reculé sur certains points, a repris une partie des licenciés, mais toujours avec réduction d'horaire ou des propositions pour aller sur un autre chantier au Bourget, avec licenciement en cas de refus bien sûr. Une femme enceinte s'est ainsi vue licencier trois fois. D'abord pour ne pas faire le travail assez rapidement puis pour avoir refusé d'aller au Bourget. Elle avait attaqué aux Prud'hommes, mais elle accouchait le jour de l'audience, ce qui n'a pas empêché la GSF de contester son état de grossesse.

Depuis que ses salariés se défendent aux Prud'hommes, la direction GSF les noie sous les papiers, nouveaux contrats, modifications de contrats, modifications d'horaires... Et il semble qu'elle essaierait actuellement de mettre sur pied un syndicat interne à GSF, afin de pouvoir couper son personnel des délégués Thomson.

Mais les employés du nettoyage n'ont pas envie de baisser les bras.

Correspondant LO



CHANTIER GIE (Gare Montparnasse Paris)

LA GRÈVE CONTINUE

La grande dalle qui doit recouvrir les quais de la gare Montparnasse et pour laquelle sept grandes entreprises du bâtiment (qui se sont regroupées dans la GIE) dont Bouygues, Nord-France, GTM, etc., se partagent les travaux, tandis que la SNCF en a financé les études et la Ville de Paris a pris en charge les travaux à 80 %, c'est une juteuse affaire financière. Principalement pour les patrons de l'immobilier qui, une fois la dalle coulée, y feront construire des bureaux.

Ils risquent de devoir attendre plus longtemps que prévu. Car, par la suite d'une grève des ouvriers du chantier, commencée depuis sept semaines, le retard s'accumule.

Environ 450 ouvriers, dont seulement 170 sont des employés directs de la GIE, les autres venant, de façon fluctuante, de la sous-traitance, travaillent là.

Les conditions de travail sont très dures, les accidents ne sont pas rares. Pour ceux qui viennent de loin, l'hébergement n'est pas prévu.

C'est le 20 juin qu'a démarré la grève, avec les revendications suivante : 1 000 F de prime de rendement, une indemnité de déplacement, un 13e mois. Rien d'extraordinaire quand on sait qu'un OS gagne le SMIC et un ouvrier qualifié 6 400 F net par mois.

Les patrons ont bien essayé, la première semaine de la grève, de faire redémarrer le travail avec d'autres ouvriers, mais devant la détermination des grévistes, ils ont dû reculer.

Mardi 2 août, les négociations étaient toujours au point mort, la GIE n'ayant proposé qu'une prime mensuelle de 450 F. La présence d'un médiateur, depuis quelques jours, n'a pas fait avancer les choses d'un pouce. La GIE reste intransigeante.

Chez les grévistes, le moral est bon. Même si les troupes se sont un peu réduites avec les départs en vacances, 80 grévistes s'étaient rassemblés en plein mois de juillet pour une démarche à la mairie de Paris.

Les travailleurs en grève de la GIE comptent bien faire plier leur direction. Comme le dit l'un d'entre eux : *«Avec les milliards que les patrons ont empochés, ils ont largement de quoi nous verser ce qu'on leur demande».*

Correspondant LO

LAMBERT INDUSTRIE (Cormeilles-en-Parisis)

TOUJOURS PLUS

Lambert Industrie, à Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise), est une entreprise qui comprend des carrières et une unité de fabrication de plâtre de construction et des carreaux de plâtre. Elle emploie 170 personnes pour la plupart en équipes.

C'est une entreprise prospère mais cela ne se voit pas sur la fiche de paye, la plupart des ouvriers étant payés au SMIC horaire. Il y a quelques mois, un certain nombre de machines ont été renouvelées mais au lieu d'être améliorées, les conditions de travail ont empiré. Les travailleurs postés en 3 × 8 sont passés en 4 × 8, travaillant 6 jours pour 2 jours de repos. Ce qui fait que la plupart des week-ends sont travaillés. Certains travailleurs pensaient que cela se traduirait par une augmentation importante de la paye mais, en réalité, cela ne fait que 600 à 800 F de plus par mois.

La productivité par contre a fait un bond, les prévisions de production de carreaux de la direction étant pratiquement doublées. Et ce n'est pas fini. C'est ainsi que la direction a décidé de supprimer certains postes de surveillance de machines qu'elle considère superflus. En fait, ce sont les chefs d'équipe qui devront l'assurer. Et, du coup, la direction, profitant des vacances, a licencié pratiquement tous les intérimaires.

D'un côté des profits en hausse constante, de l'autre des conditions de travail, de vie et des salaires qui se dégradent, l'exploitation va bon train.

Correspondant LO

100 000 EMPLOIS DE PLUS... UN RÉSULTAT INSUFFISANT DÉRISOIRE ET DÉJÀ DÉPASSÉ

L'Institut national de la statistique estime qu'en un an, de mars 1987 à mars 1988, le nombre des «vrais» emplois (sans tenir compte des stages, TUC et SIVP) a augmenté de plus de 100 000. Cela fait quinze ans que ça n'était pas arrivé:

En ajoutant ces bons résultats à ceux du «traitements social du chômage» (les stages, TUC et autres SIVP), l'INSEE arrive même à faire dire aux chiffres que le chômage aurait reculé en France pendant la même période : de 10,7 % de la population active à 10,2 %.

Mais tout cela est trompeur. D'abord parce que les chiffres de l'INSEE (seulement 2 500 000 chômeurs) sont sujets à caution. Ensuite parce que ces 100 000 «vrais» emplois supplémentaires sont insuffisants pour donner du travail aux jeunes qui se présentent chaque année sur le marché du travail (environ 200 000 par an).

Enfin, les crédits pour les stages, TUC, SIVP ont diminué. Depuis trois mois, d'après l'enquête de l'INSEE donc, le chômage a de nouveau augmenté. Et Rocard a annoncé que le chômage augmenterait dans les mois qui viennent.

L'enquête de l'INSEE souligne aussi la précarisation croissante du travail. Exemple : dans le «tertiaire marchand» qui a progressé de 170 000 emplois en 1987, il y en avait 50 000 qui étaient intérimaires ! Parmi les chômeurs, la part de ceux qui étaient en «fin d'emploi précaire» a encore augmenté et atteint 28,7 % des hommes et 25,9 % des femmes.

De mars 87 à mars 88, l'intérim a progressé de 39 % ! Ce qui se développe surtout, ce sont les emplois «instables», les «petits boulots» avec, bien sûr, des petits salaires. Ainsi, trois mois après la fin de leur stage, seuls 45 % des SIVP et 30 % des TUC ont un contrat de travail, et la plupart du temps à durée déterminée.

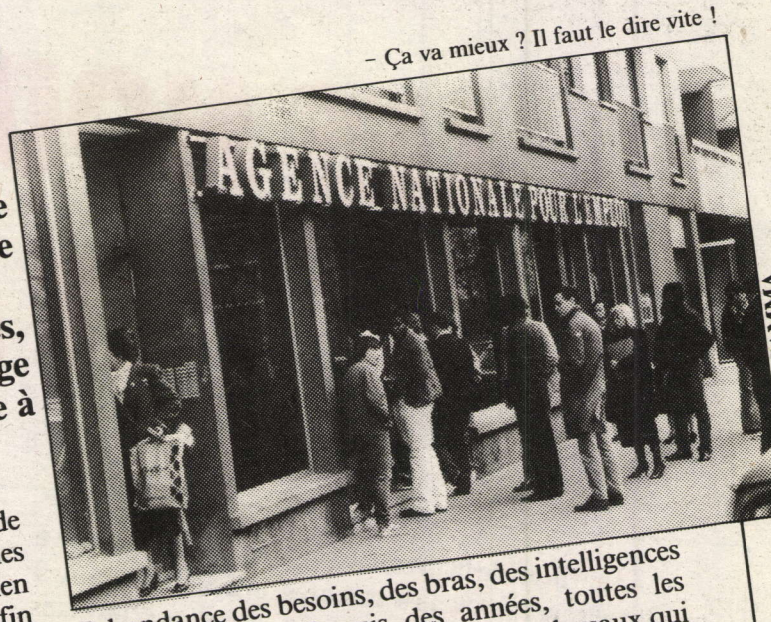
Et il est à nouveau question de créer des TUC pour les plus de 25 ans ! Ainsi, la boucle serait bouclée et les patrons disposeraient d'une main-d'œuvre à prix réduit, à grande échelle et à tout âge...

L'enquête de l'INSEE confirme que les secteurs qui progressent – très relativement d'ailleurs – ce sont les services, au détriment de l'industrie qui, elle, continue à perdre des emplois : 118 000 ouvriers en moins pendant la même période.

La crise de l'économie capitaliste est donc toujours bien là. La production stagne, malgré l'abondance des besoins, des bras, des intelligences et des capitaux. Depuis des années, toutes les grosses sociétés affichent des profits colossaux qui inondent les marché boursiers au lieu d'être employés dans la production de biens utiles. Les détenteurs de capitaux cherchent en effet le profit à court terme. Ils préfèrent spéculer plutôt que d'investir. Et quand ils investissent, ils s'orientent souvent plus volontiers vers le secteur tertiaire, dans les services, qui immobilisent des capitaux moindres que dans le secteur industriel moins rapidement rentable. Mais ces quelques retombées qui viennent gonfler le secteur tertiaire, les services font parfois illusion. Mais pour combien de temps ?

Claude CHARVET

– Ça va mieux ? Il faut le dire vite !



Ph. MAISTRE GAMMA

UN WEEK-END BIEN ORDINAIRE

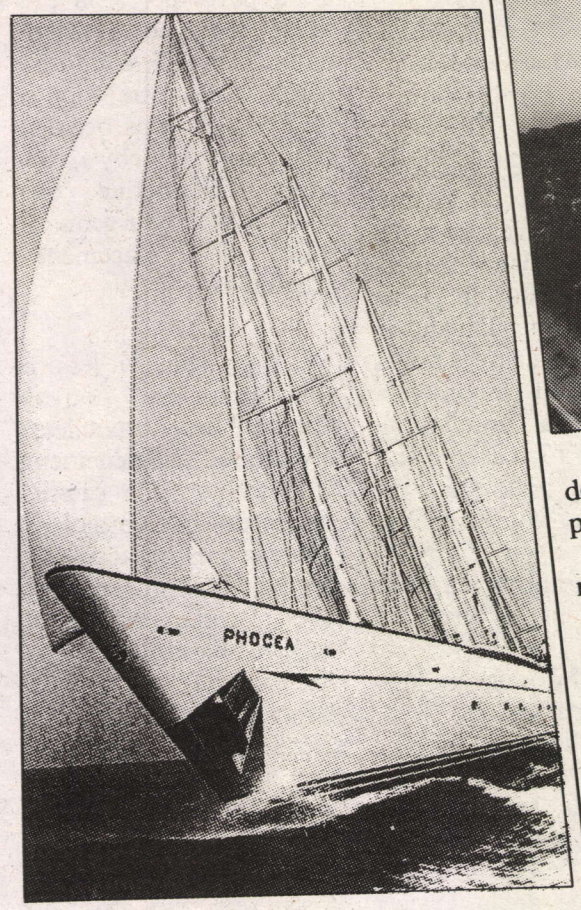
Ces malheureux patrons qui assurent que la rigueur salariale est une nécessité, que le SMIC est bien trop élevé, et que les charges sociales les écrasent, ont un problème : comment dépenser leur argent. Le *Nouvel Observateur* nous en donne une petite idée. Ce reportage intitulé *Comment vivent les riches ?* nous rapporte tout d'abord un petit caprice de Bernard Tapie, oui, celui qui est devenu récemment socialiste, qui a retapé un yacht pour 100 millions de Francs, à peine 12 % du budget promotion de son groupe.

Un journaliste relate ensuite un week-end assez banal pour un milliardaire. Départ vendredi soir en avion privé, à environ 9 000 F l'heure, grand confort, bar hôtesse et champagne. Une heure plus tard, arrivée à Nice. Une Rolls de collection privée vous y attend avec chauffeur en livrée (5 000 F par jour). Samedi, un hélicoptère vient vous chercher pour vous conduire à la Bastide de Tourtour (5 000 F l'heure). Vous mangez pour 400 F par personne. Un petit saut au casino où vous avez juste le temps de perdre 10 000 F. Ensuite, direction St-Tropez où vous attend une Maserati (8 000 F par jour). Vous dormez le soir dans une bâtisse du 18e siècle, à 5 000 F la nuit, après avoir dîner à 1 500 F pour deux.

Dimanche, vous faites un tour dans un yacht de luxe à 5 000 F la demi-journée. Vous déjeûner léger à Porquerolles pour 350 F par personne. Enfin, vous rejoignez Paris par hélicoptère : 18 000 F.

Coût de ce chamant petit week-end : 99 100 F, juste de quoi nourrir un smicard pendant... deux ans !

L.V.



– Le caprice de Bernard Tapie, tel que le montre *Le Nouvel Observateur.*

LA CIOTAT : UNE RECONVERSION SYMBOLIQUE

– Après les cargos, les yachts ?

– Ph. MESNER GAMMA

A la Ciotat, où les chantiers navals de la Normed sont en train de fermer, il est question d'installer un port de plaisance à la place.

Ce sera certainement plus plaisant à regarder que des usines, mais cela ne fait pas le compte pour les travailleurs.

Les emplois créés dans les zones touristiques, même au pays du soleil, sont la plupart du temps des emplois saisonniers, mal payés. On va proposer aux jeunes et aux moins jeunes de servir les petits et grands bourgeois qui vont avoir les moyens d'utiliser ce port de plaisance, en mettant à leur disposition des commerces de luxe, des restaurants avec des larbins de toutes sortes, des services de gardiennage pour leurs yachts.

De plus en plus d'emplois pour les besoins des riches, de moins en moins pour produire ce qui est utile à toute les population, à toute la société. C'est aussi cela, aujourd'hui, la crise.

C.C.

LES NOUVEAUX RICHES ET LES AUTRES

Apparition de la première «Carte bleue» donnée à un Soviétique, nouvelles mesures officielles visant à rendre plus facile la location de terres aux paysans privés : la presse occidentale en a profité pour tirer un nouveau coup de chapeau à ce qui change dans l'économie et dans le monde de la consommation soviétiques. Si, depuis deux ou trois ans, ces changements sont multiples (autorisation, notamment, d'activités industrielles privées qu'en URSS on appelle «coopératives», ils ont, pour certains d'entre eux, modifié le paysage même des villes. De nombreuses boutiques ou kiosques ont surgi de terre, toutes ne sont pas privées, mais beaucoup le sont. Un peu partout, on voit ce qui aurait été inimaginable il y a encore cinq ans : des gens qui vendent eux-mêmes des objets qu'ils ont fabriqués (ou achetés). Il y avait déjà, depuis longtemps, le «marché kolkhozien» où les paysans venaient vendre les produits de leur lopin privé à des prix très... privés. S'y ajoutent maintenant magasins, restaurants, ateliers «coopératifs», dont les prix atteignent couramment le triple de ceux du secteur contrôlé par l'Etat. Car, si ces réformes ont sans doute libéré l'initiative individuelle, elles ont aussi laissé la bride sur le cou à des commerçants, petits artisans ou entrepreneurs qui y voient une occasion de s'enrichir rapidement, pendant que du même coup la vie devient plus dure pour l'immense majorité.

Les «réformes» économiques gorbatchéviennes, présentées comme devant mettre de l'huile dans les rouages de la consommation, produisent des effets jugés positifs par la presse occidentale, mais sûrement pas par la majorité des consommateurs soviétiques. Queues et pénuries n'ont pas disparu dans les magasins d'Etat mais, avec un salaire moyen, il est hors de question d'aller chercher sur le «marché (boutiques coopératives ou marché kolkhozien) tout ce qu'on ne trouve pas ailleurs : les prix sont trop élevés. Pourtant, si le régime ne jure plus que par le secteur privé, il reste attentif aux protestations des consommateurs. Il est même prêt à lâcher du lest au besoin. Le chef du parti de Kouïbychev l'a appris à ses dépens : il vient d'être limogé suite à une manifestation de ses administrés le désignant comme responsable de pénuries alimentaires dans cette grande ville de la Volga. Et c'est l'émotion provoquée par l'annonce de la «réforme» (à la hausse) des prix de détail dans le secteur d'Etat qui a amené les autorités à la différer.

Un camion-pizzeria de style américain devant le grand stade de Moscou.

«Marché aux légumes» à Moscou : des camions vendent directement aux consommateurs les produits des kolkhozes.

Malgré cela, les Soviétiques peuvent constater que le coût de la vie quotidienne a notoirement augmenté : par le biais du secteur privé mais aussi d'un marché noir qui s'étale au grand jour comme jamais. Car il est quasi impossible d'échapper aux volets légal et illégal de «l'initiative privée» tant sont importantes les pénuries de produits de première nécessité dans le secteur public. Des pénuries souvent entretenues par les responsables des circuits commerciaux publics, à en croire un article récent de *Sovietskaïa Rossia*. Sous le titre «*Les tomates en rougissent de colère*», ce journal expliquait comment des responsables estiment plus rentable d'être indemnisés pour la perte de denrées déclarées comme pourries – mais parfois revendues en douce – que de les acheminer vers les grandes villes et de devoir les vendre à des prix d'Etat. Une explication sans doute en partie vraie, mais qui a l'avantage de désigner quelques boucs émissaires au mécontentement de la population, quand le régime prétend que la politique du «enrichissez-vous» serait le meilleur moyen d'améliorer les conditions d'approvisionnement de tous.

Les journaux ne laissent pas passer une occasion d'expliquer qu'ici «*une ferme privée*» réalise des substantiels bénéfices en louant terres et installations à un kolkhoze, là, sur pleine page de la *Pravda* qu'il y a des «*usines à louer*». De fait, dans les grandes villes, on voit naître ou plutôt s'afficher une petite-bourgeoisie sûre d'elle, lancée dans une frénésie de consommation (magnétoscopes, voitures chic, appartements «coopératifs», magasins de luxe et d'importation). Evidemment, seul le gratin de cette petite-bourgeoisie et de la bureaucratie qui lui est liée a pu participer à la première vente aux enchères de Moscou : elle était organisée, à des prix tout ce qu'il y a de plus occidentaux, par Sotheby's, une firme britannique bien connue des bourgeois en quête de «placements» artistiques.

Il n'y a pas que les prix pour rogner le pouvoir d'achat des travailleurs soviétiques. Officiellement, deux millions de salariés ont perdu leur emploi du fait de la «restructuration». Or, dans les entreprises où la «perestroïka» est passée, les «restructurés» se sont vu proposer des reclassements (parfois après plusieurs mois sans paye) à des taux le plus souvent inférieurs au salaire moyen (210 roubles). Mais le régime agit avec prudence : il s'en est plus pris aux administrations qu'aux usines. Là où de nouvelles normes de salaires ont été mises en place, on a procédé service après service, en étalant la réforme sur plusieurs mois, de peur sans doute de réactions collectives. La presse soviétique cite d'ailleurs de temps en temps des exemples de grèves, souvent dans les transports en commun, parfois dans des usines comme à Kiev ou Krivoï Rog, en Ukraine. Mais elle insiste de plus en plus sur ce qu'elle appelle le caractère «*anormal*» de tels mouvements. Et à entendre, ici ou là, des réflexions sur le fait que «*les Arméniens sont solidaires, eux, ils savent se défendre*», on comprend que les autorités craignent que le «mauvais exemple» arménien ne donne à d'autres des idées sur la possibilité de se faire respecter ailleurs qu'en Transcaucasie et pour des revendications non seulement nationales.

D'autant plus qu'en une demi-année de luttes dans cette région, il est sans doute apparu à bien des travailleurs dans le reste du pays que c'étaient des travailleurs comme eux qui constituaient l'élément déterminant et le gros de la mobilisation arménienne et que leur mouvement de grèves, confluant en une grève générale, a tenu en échec le Kremlin. Les menaces de Gorbatchev à l'encontre des grévistes et des manifestants, les articles dénonçant le recours à la grève, en général, et pas seulement en Arménie, montrent que le pouvoir ne prend pas un tel risque à la légère.

Patrick LAFFONT

LES PRETENTIONS DE HUSSEIN SUR LA CISJORDANIE VICTIMES DU SOULEVEMENT PALESTINIEN

On s'interroge encore un peu partout dans le monde sur les intentions du roi Hussein de Jordanie, après sa décision, annoncée dimanche 31 juillet, de mettre fin aux liens «légaux et administratifs» entre la Jordanie et la Cisjordanie. Il faudra sans doute quelque temps pour savoir ce qu'elle recouvre. Car si, de Washington à Jérusalem et aux capitales arabes, les gouvernants affectent la surprise, il n'est pas exclu que le geste spectaculaire de Hussein ne soit que la partie visible d'un de ces marchandages diplomatiques dont, à défaut de solutions réelles aux conflits en cours, le Moyen-Orient est fertile.

Mais quelles que soient les motivations secrètes de Hussein, son geste ne peut apparaître que comme la conséquence, directe ou indirecte, du soulèvement palestinien qui dure depuis maintenant huit mois.

Jusqu'à cette année 1988, envers et contre tout, le roi Hussein n'avait pas renoncé, au moins théoriquement, à la souveraineté sur la Cisjordanie. Car lorsque la présence coloniale anglaise en Palestine a pris fin, en 1948, celle-ci a été partagée de fait : une partie a été occupée par l'Etat d'Israël, créé alors par les milices sionistes. Mais une autre partie, Gaza, est restée occupée par les troupes égyptiennes et la troisième, la Cisjordanie, par les troupes du roi Abdallah de Transjordanie. Et ce roi Abdallah, grand-père de Hussein, décida alors tout simplement d'annexer la Cisjordanie à son royaume, qui se proclama alors la «Jordanie». L'Etat arabe palestinien dont l'ONU avait, dans son plan de partage de 1947, préconisé la formation au côté d'un Etat juif, fut ainsi purement et simplement gobé par son frère transjordanien et placé sous la dictature policière et pro-impérialiste d'Abdallah, puis de son successeur Hussein.

En 1967, à la suite de la guerre des Six jours, la Cisjordanie et la partie est de Jérusalem ont été occupées par Israël, de même que Gaza et le Sinaï égyptien. C'est en grande partie cette occupation qui a entraîné l'essor du mouvement national palestinien. Les Palestiniens réfugiés en Transjordanie s'organisèrent et s'armèrent en milices ; mais ce fut sous la direction de l'OLP, l'Organisation de Libération de la Palestine, et pas sous celle de Hussein qui se prétendait pourtant «leur» souverain. Et la première répression qu'ils eurent à subir fut justement celle de Hussein dont l'armée écrasa, au cours du «Septembre noir» de 1970, les milices palestiniennes.

En octobre 1974, le sommet arabe de Rabat proclama **«le droit du peuple palestinien à établir un pouvoir national indépendant sous la direction de l'OLP»**, reconnue **«seul et légitime représentant du peuple palestinien»**. Cela s'adressait à Israël, qui procédait à l'annexion de fait de la Cisjordanie et de Gaza conquises en 1967 ; mais cela s'adressait aussi à Hussein qui continuait au moins sur le papier à être roi de Trans et de Cisjordanie. Hussein ne batailla pas contre les résolutions du sommet arabe... mais il se garda tout de même, alors, de la reconnaissance officielle de l'OLP à laquelle il procède aujourd'hui.

C'est que, sur le terrain, une collaboration de fait s'instaurait, entre la Jordanie et Israël, pour l'administration de la Cisjordanie. Les Arabes de Cisjordanie restaient, officiellement, des citoyens jordaniens. L'administration de Hussein a continué à leur délivrer des passeports, à payer des professeurs ou des administrateurs en Cisjordanie occupée et en fait, par le biais des Palestiniens, se rendant d'une rive à l'autre du Jourdain, à coopérer économiquement avec Israël.

Le fait nouveau de cette année 1988, c'est le soulèvement palestinien. Depuis huit mois maintenant, les Palestiniens manifestent quotidiennement, se heurtent à l'armée israélienne, crient qu'ils en ont assez de l'occupation. Mais ils crient également, au passage, leur haine de Hussein. Et il est évident une fois de plus que, si des militants, des organisations disposent d'une influence parmi ces Palestiniens qui manifestent, ce n'est pas le moins du monde les organisations gouvernementales jordaniennes, mais bien plutôt les organisations proches de l'OLP. Une fois de plus, s'il est clair que le mouvement palestinien est d'abord dirigé ouvertement contre l'Etat d'Israël, il est évident qu'il se heurte aussi à Hussein et à ses prétentions, passées ou futures, sur la Palestine.

En déclarant qu'il n'a plus de prétentions sur la rive ouest du Jourdain et que l'OLP est la seule représentante légitime des Palestiniens, Hussein en tire à sa manière les conséquences. Reste à savoir quelles sont ses arrière-pensées et ses calculs. S'il présente sa décision comme une concession à l'OLP et aux Palestiniens, dos à dos, celle-ci est aussi une façon de renvoyer l'OLP et Israël et de dégager sa responsabilité.

«Si les dirigeants de l'OLP pensent qu'ils peuvent dialoguer avec les Etats-Unis et Israël, qu'ils essayent. Que dieu les bénisse !» a ainsi déclaré crûment le ministre jordanien de l'information. Et il est possible que dans l'immédiat, la décision de Hussein se traduise par une situation pire pour les Palestiniens. Car si les dirigeants israéliens reconnaissent l'autorité jordanienne sur les habitants de Cisjordanie, ils ne reconnaissent pas celle de l'OLP et le geste de Hussein revient, d'une certaine façon, à ouvrir la voie à toutes les mesures unilatérales qu'ils souhaiteraient prendre pour mettre fin au soulèvement palestinien.

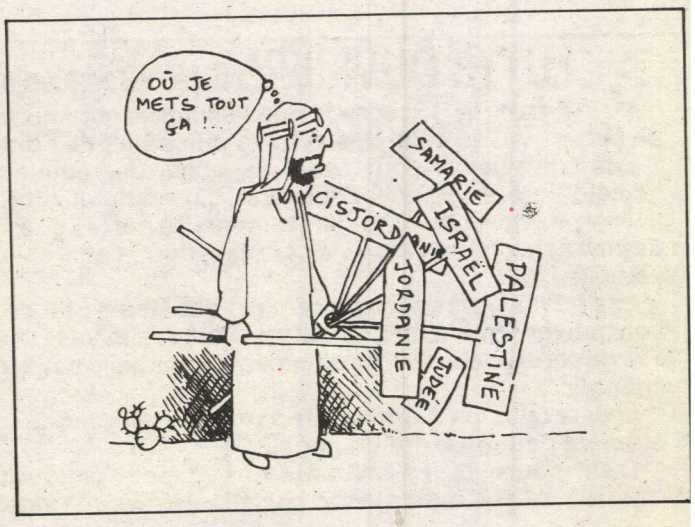
Il n'est même pas exclu d'ailleurs que le geste d'Hussein ait été concerté avec les Israéliens : le roi de Jordanie craint la révolte des Palestiniens autant que Shamir ou Peres, et ils ont un intérêt commun à voir celle-ci finir. Et dans l'immédiat, la première conséquence sera peut-être de «couper les vivres» à la rébellion, en privant la Cisjordanie d'un certain nombre de ses rouages administratifs et de ses services.

Alors, quelles nouvelles tractations, quelles nouvelles manœuvres cache la décision de Hussein, il est trop tôt pour le dire. Mais le peuple palestinien, en huit mois de révolte, a montré qu'il avait appris à se méfier de tous, et de tout ce qui ne repose pas sur sa propre mobilisation. Hussein a dû en tenir compte, mais Shamir et Peres le devront aussi.

André FRYS

Ph. AFP

– Les milices palestiniennes contre l'armée de Hussein en septembre 1970 à Amman, «Septembre noir».



LES CARAVANES DE LUTTE OUVRIÈRE

AQUITAINE

6 août : La Hune, place du marché municipal.
7 août : Sanguinet, place publique.
8 août : Ychoux, place de la poste.
9 août : Mimizan-plage, parking sud.
10 août : Aureilhan, place de l'église.
11 août : Saint-Girons, parking du centre ville.

CÔTE BASQUE

6 août : Anglet, plage des Sables d'or.
7 août : Ondres, place Octave Feuillet. A 21 h, à l'ancienne école maternelle.
8 août : Seignosse-le-Penon, parking nord de la grande plage.
9 août : Vieux-Boucau, place du marché (le matin) à 21 h place des cirques.
10 août : Saint-Vincent-de-Tyrosse, place du Foirail. A 20 h 30, salle annexe de la mairie.
11 août : Bayonne, allée Paulny, le matin. A 21 h, centre municipal de réunion Sainte-Ursule.

NORMANDIE

13 août : Granville.
14 août : Donville-sur-Mer
16 août : Beaumont-Hague
17 août : Equeurdreville.
18 août : Cherbourg.
19 août : Valognes.
20 août : Port-en-Bessin.
21 août : Ouistreham-Riva-Bella.
22 août : Villers-sur-Mer.
23 août : Le Havre.
24 août : Fécamp.
25 août : Dieppe.

NORD

6 août : Hardelot, parking de la plage.
7 août : Boulogne-sur-mer, parking du casino face au mini-golf.
8 août : Merlimont, place de l'église.
9 août : Le Portel, parking du phare.
10 août : Ambleteuse, place du marché.
11 août : Wissant, place de l'église.

VALLEE DU RHÔNE

13 août : Die.
14 août : St-Jean-en-Royans.
16 août : Crest.
17 août : Romans.
18 août : Montélimar.
19 août : Montélimar.
21 août : Malaucène.
22 août : Bollène.
24 août : Nyons.
25 août : Bagnols-sur-Cèze.
26 août : Valréas.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

6 août : La Franqui.
7 août : Leucate-Village.
8 août : Port-la-Nouvelle.
9 août : Gruissan.
10 août : Narbonne-Plage.
11 août : Saint-Pierre.

VENEZ DISCUTER AVEC NOUS !

Les caravanes de Lutte Ouvrière poursuivront leur route jusqu'au 26 août. Nous publions ci-dessous toutes les étapes où elles s'arrêterons.

Vous pourrez y rencontrer nos camarades, discuter, confronter les problèmes et les expériences, prendre contact avec nous. Les vacances, c'est aussi une occasion pour cela.

La prison pour dettes existe encore en 1988

Il y a en moyenne 300 personnes détenues en prison pour des durées de 15 jours à 4 mois, pour «*dettes vis-à-vis du Trésor public*».

Ce ne sont pas les patrons ou les riches qui doivent de l'argent aux impôts ou à la Sécurité sociale qu'on met ainsi en prison. Non, ce sont les pauvres, et le plus souvent d'anciens emprisonnés, qui ne peuvent pas régler les frais de justice...

Les particuliers n'ont plus le droit de faire mettre en prison leurs débiteurs mais l'Etat, lui, le peut. Et on va bientôt fêter le bicentenaire de la Révolution française.

Voir Venise et mourir

Les vacanciers qui visitent Venise sont incommodés, nous dit-on, par des brouillards toxiques qui proviennent de la décomposition d'énormes quantités d'algues qui se sont développées grâce aux rejets de l'industrie chimique, particulièrement importante dans le voisinage.

La ville-musée italienne qui a traversé les siècles, aura-t-elle encore des visiteurs en l'an 2000 ? Ce n'est pas sûr, car la grande industrie capitaliste est apparemment plus adaptée aux algues qu'à l'espèce humaine...

La véritable arnaque !

La presse et la radio parlent beaucoup des «arnaques de l'été» (dans les restaurants, sur les plages, etc.) et des 500 contrôleurs lancés dans 36 départements pour surveiller l'affichage des prix, l'hygiène, la publicité mensongère.

Mais qui nous protègera donc de ces arnaqueurs qui profitent des vacances pour augmenter le 1er août, en Ile de France, les transports publics de 5,5 % (pour la SNCF, la RATP, comme pour les cars privés) et, partout, l'électricité de 2,5 % (le gaz, lui, a augmenté dès le 1er juillet) ?

Pour pouvoir payer tout cela à la rentrée, une seule solution : l'augmentation des salaires !

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire): 130 F - pour un an : 250 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. _ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 19 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

Lors du passage des caravanes dans certaines villes, nous avons rencontré des travailleurs qui nous ont fait part de leurs conditions de travail. Cadences en hausse, licenciements, et bénéfices en augmentation ; c'est bien d'une politique d'ensemble des patrons qu'il s'agit, à travers tout le pays.

ARTHUR MARTIN (Reims)

TOUT AUGMENTE : LES BÉNÉFICES, LES CADENCES... ET LE RAS-LE-BOL

Chez Arthur Martin à Reims, où travaillent environ 800 ouvriers et ouvrières, la direction a annoncé, fin juillet, une nouvelle augmentation des cadences pour la rentrée.

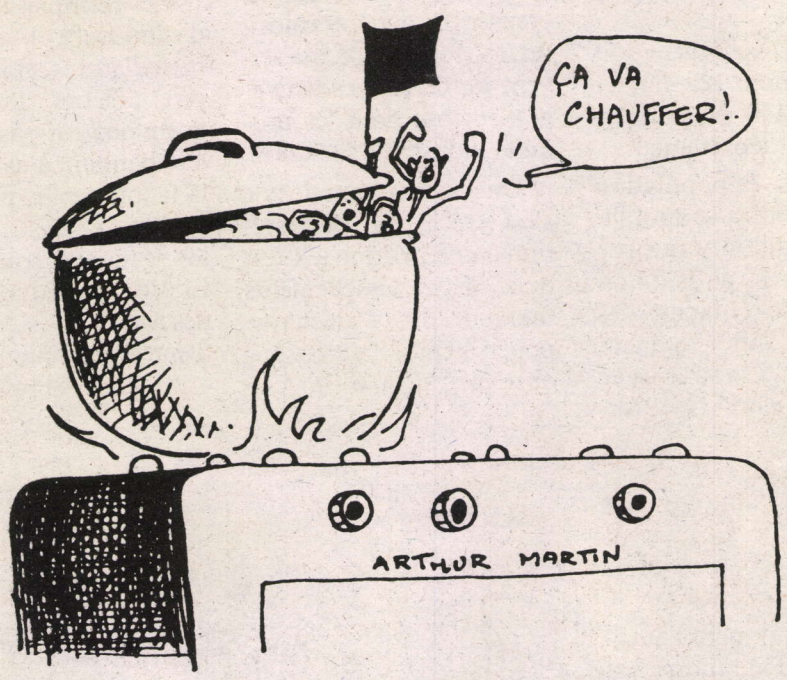
Les augmentations de cadences, pour eux, ce n'est pas nouveau : «*Au Montage, en trois ans, le taux d'activité est passé de 69 à plus de 112*» explique une ouvrière qui ajoute : «*On doit calculer soi-même, le soir, si on est dans les temps, et cela peut prendre une demi-heure. On est de plus en plus nombreuses à ne pas arriver à tenir les temps*».

Cette accélération du rythme de travail s'est accompagnée d'une certaine dégradation des relations entre les travailleurs. Avant, on se communiquait mutuellement notre production pour ne pas se dépasser. Quand le chef demandait quelque chose, on ne connaissait que le «non», se rappelle-t-on. Mais maintenant il est plus facile aux chefs de manœuvrer. Un exemple : «*Quand le chef nous accorde de commencer plus tôt, pour finir plus tôt, c'est au chantage, il nous rajoute des pièces à monter*». Par ailleurs, «*quand les chronos passent, ils ne voient que les plus rapides*». Et parfois c'est à se demander comment ils calculent comme cette fois où «*un chrono est passé derrière une ouvrière qui travaille vraiment tranquillement*» et où «*la cadence qui est sortie de ses calculs était intenable*».

«*Et puis, il y a le bruit. Toujours au Montage, depuis le mois de septembre, une machine à fils très bruyante qui était isolée a été rapprochée du lieu de production, pour qu'il n'y ait pas de manipulation de Fenwick : résultat, ça fait un ou deux postes en moins, et les nerfs en prennent un coup. On nous a distribué des bouchons pour les oreilles, mais cela n'empêche pas que cette machine devrait être ailleurs*».

«*En Tôlerie, le bruit est pire et souvent les sécurités lâchent : par exemple le carreau vitré protecteur ne descend pas. Les cadences sont plus fortes encore. Alors, comment s'étonner que les accidents surviennent ?*»

Au premier trimestre 1988, le groupe Electrolux, dont dépend Arthur Martin, a affiché des résultats en hausse de 21 %. Les travailleurs d'Arthur Martin savent pourquoi.



CGEE (Dunkerque)

HEURES, SUPPLÉMENTAIRES EN PAGAILLE

La CGEE Dunkerque est une entreprise qui assure la maintenance d'USINOR-SOLLAC, sur le site de Petite Synthe, et qui s'occupe, entre autres, de l'entretien des fours, des trains à bande et d'autres travaux de chaudronnerie et de tuyauterie.

Le moment des congés, en juillet et en août, pendant que SOLLAC tourne au ralenti, «*c'est le coup de bourre pour nous*», nous souligne un travailleur, «*Et au lieu d'embaucher du personnel, la direction de la CGEE nous demande de faire des heures supplémentaires en pagaille. Travailler 63 heures par semaine est alors courant, mais la moitié des 150 ouvriers de la CGEE, plus 60 intérimaires font des semaines et même des quinzaines d'affilée, de 16 heures par jour !*»

«*Moi-même, j'ai fait une semaine de 16 heures et le vendredi, on m'a même demandé de rester 24 heures de suite !*

A ma connaissance, la direction a licencié des gars qui n'ont pas voulu accepter ces horaires démentiels.

Pourtant, il me semble qu'une loi interdit de dépasser un certain nombre d'heures supplémentaires... mais chez nous, elle n'est pas respectée, c'est peu dire.»

TMT-Mariner (Lillers – Pas-de-Calais)

A Lillers, petite ville du Pas-de-Calais, c'est une ouvrière de TMT-Mariner qui raconte :

«TMT-Mariner (les Tricotages Mécaniques Troyens, ex-Trois Matelots) employait encore en mai dernier 375 personnes, surtout des femmes, pour fabriquer des slips, maillots, pyjamas.

Mais depuis quelque temps, la direction a décidé de rentabiliser au maximum. Par exemple, elle a acheté un robot à la coupe l'année dernière, robot qui fait le travail d'une trentaine de filles à la coupe, au tracé et à la couture, et bien sûr, les cadences ont augmenté, notamment à l'emballage.

En même temps, TMT-Mariner transférait une partie de sa production dans d'autres pays : au Portugal et au Maroc pour accroître ses profits ; et, dernière étape de la rentabilisation, la direction de Lillers, en mai, lançait des bruits alarmistes : pour elle, l'usine n'était plus rentable, les licenciements devenaient «nécessaires».

Pourtant, d'après la CGT qui a mené une enquête, le chiffre d'affaires aurait progressé de 8,41 % et les bénéfices de 11,22 % (ce qui ferait 900 millions de francs). Cela contredit bien sûr la version de la direction, et d'ailleurs, lors de la publication de ces chiffres, comme par hasard, le directeur a disparu, (il serait malade... il n'y a que la vérité qui blesse).

Dès l'annonce de ces bruits, en mai, la CGT organisa des débrayages : presque toute l'usine a fait grève une heure par jour pendant une quinzaine de jours : au conditionnement, le chef menaçait les grévistes et prédisait qu'ils seraient sur la liste parce qu'il voulait qu'on continue à expédier les stocks.

Ensuite, on alla à 2 bus (110 personnes) à l'usine TMT de Lomme (dans la banlieur de Lille) pour protester contre les licenciements. On diffusa des tracts sur la ville, des pétitions sur le marché, on convoqua la presse locale.

Malgré cela, les 45 lettres de licenciements furent envoyées le 27 juin, la direction nous payait les 2 mois de préavis.

Pour le moment, nous sommes donc licenciées mais TMT-Mariner n'a pas fini de nous entendre : avant les congés d'août nous sommes retournées à la sortie de l'usine, pour mettre en garde nos camarades non licenciées car nous pensons que le patron va continuer sa politique de rentabilisation, et nous avons pris rendez-vous pour septembre».

Industriels pollueurs et décharges incontrôlées en Auvergne

LE CAPITALISME, ÇA PUE ET ÇA POLLUE

Quand Brice Lalonde, le secrétaire d'Etat à l'Environnement aura quelques loisirs dans sa tâche qui consiste à «blanchir» le nucléaire français du Pacifique, il pourra peut-être se pencher sur la pollution dans l'hexagone, en Auvergne par exemple, une province réputée verte, mais où les habitants commencent à faire grise mine. Voici quelques exemples dans une région qui n'est certes pas la plus industrielle ni la plus polluée du pays.

VOLLORE : UNE COMMUNE EN COLÈRE

Vollore, son château, la Dore, ses concerts, son environnement, et... sa décharge, car une décharge y était prévue, avec l'appui du maire lié au promoteur, lequel gère déjà une décharge et un incinérateur à Clermont-Ferrand.

Mais un Comité de Sauvegarde est né, animé par des écologistes et des communistes. Des réunions ont eu lieu, une pétition, avec 6 000 signatures. En mars, préfet et sous-préfet ont dû venir s'expliquer devant une foule nombreuse. En avril, une manifestation s'est déroulée à Clermont, et finalement l'administration a reculé et le promoteur a retiré son projet.

– Manifestation à Clermont-Ferrand contre la décharge de Vollore.

L'INCINÉRATEUR : UN DOSSIER BRÛLANT

Le promoteur déconfit de Vollore est le même qui a installé un incinérateur d'ordures au Brézet dans la banlieue industrielle clermontoise, incinérateur de déchets hospitaliers (seringues, pipettes, sang séché, bocaux, etc.). Bien sûr, il faut détruire ces déchets, mais pas n'importe où. L'incinérateur aux émanations désagréables et toxiques est proche des abattoirs de la ville et d'un hypermarché. Il a été installé avec l'accord préfectoral, mais sans permis de construire, et sans respecter le Plan d'occupation des sols.

Un Comité de quartier s'est constitué, des analyses ont été faites au laboratoire municipal (on a trouvé de l'iode radioactif, du chlore, du monoxyde de carbone...). Après un abondant courrier et des entrevues avec les élus locaux, le préfet, Quillot, sénateur-maire de Clermont, ex-ministre socialiste du Logement, les autorités ont interdit le fonctionnement de l'incinérateur pour cinq mois, puis, volte-face, le promoteur a obtenu une autorisation jusqu'en avril 1989. Mais ce n'est pas fini, le Comité de quartier continue de se battre contre toutes ces ordures.

BOIS-DE-L'AUMÔNE : UNE DÉCHARGE TROP CHARGÉE

A une trentaine de kilomètres au sud-est de Clermont-Ferrand se trouve l'immense décharge intercommunale du Bois-de-l'Aumône : 10 hectares d'ordures ménagères et de déchets industriels, 80 000 tonnes de détritus par an sur une pente au pied de laquelle il y a un «bassin de décantation» de 3 mètres sur 2, et le jus se déverse dans l'Aumône qui aboutit aux puits de captage en eau potable de la Dore et de l'Allier !

Cette décharge doit être agrandie (22 ha) et intéresse 140 communes, le tiers du département.

Là aussi, la population a commencé à se mobiliser pour qu'on y regarde de plus près, pour qu'on contrôle le contenu des camions qui viennent décharger. On a trouvé dans les eaux de l'Aumône du nickel, du plomb, du zinc, de l'arsenic et du cadmium, très dangereux à un taux de 3,1 mg par litre (620 fois la norme européenne !).

Pour le moment l'autorisation d'agrandir est suspendue.

– Le bassin de décantation de la décharge de Bois-de-l'Aumône.

A ISSOIRE...

Dans la banlieue industrielle d'Issoire, une entreprise accumule des déchets métallurgiques dans des trous impressionnants. Là aussi, il est question d'agrandir et de déposer des produits variés. Or l'Allier coule à moins de 100 mètres et des puits de captage sont proches.

Les habitants ont commencé à réagir et l'entreprise a promis de faire des travaux d'étanchéité, de respecter le cahier des charges, de suspendre provisoirement les dépôts et de chercher d'autres endroits plus calmes...

...A MONTLUÇON...

A une vingtaine de kilomètres de Montluçon se trouve le site d'un projet de décharge de classe 1 (déchets industriels toxiques) sur 85 hectares. Ce serait l'un des plus grands d'Europe, en bordure d'une belle forêt de mille hectares. Le sous-préfet et les élus ont dit oui tout de suite. Mais la CGT de l'Office national des forêts a dénoncé le projet, et le manque de contrôles. Les autorités ont donc découvert qu'il fallait absolument un complément d'étude du sous-sol...

...A GANNAT ...PARTOUT LES MÊMES SCANDALES

La petite ville de Gannat, dans le sud du département de l'Allier, est dominée par une colline creusée de carrières calcaires, le Mont-Libre, qui servent de décharges sauvages, surtout pour les produits industriels.

Une association locale s'est créée, des protestations, une pétition... C'est que les ruissellements toxiques de la décharge pourrraient s'écouler sans obstacle jusqu'à la piscine, le collège et une clinique !

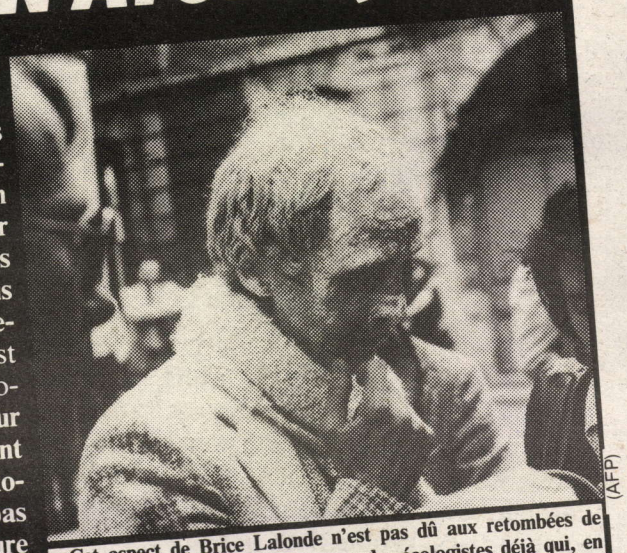
* * *

Ces exemples n'ont rien d'exhaustifs. Il en existe bien d'autres, et il y a bien pire ailleurs. Le capitalisme ne veut pas «gaspiller» d'argent à éliminer de la façon la plus propre les déchets, et c'est pourquoi les scandales sont légion. Et c'est pourquoi la pire des saletés, c'est le capitalisme précisément.

Correspondant local

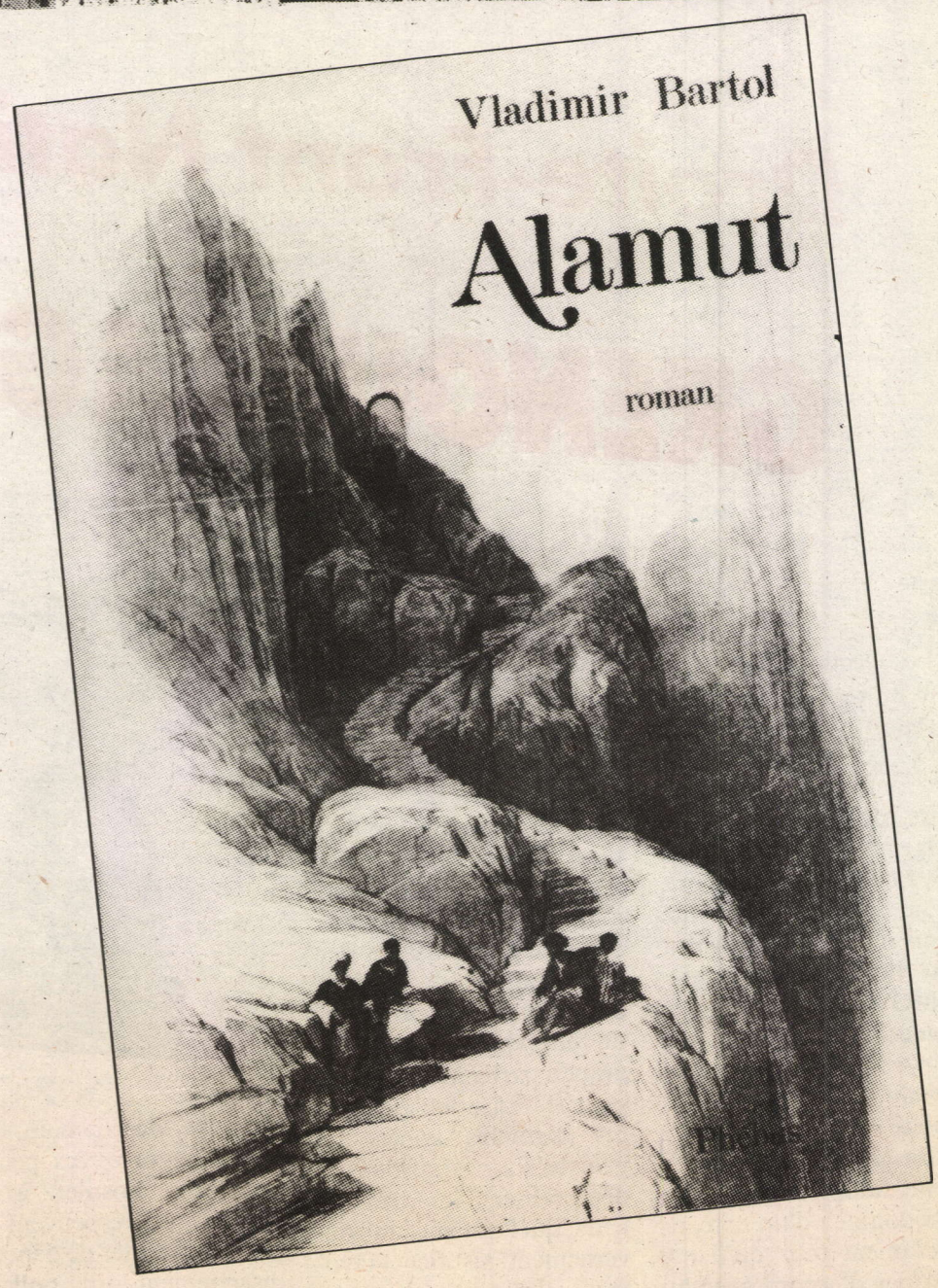
MUTATION ATOMIQUE

Brice Lalonde, ancien dirigeant écologiste qui avait dénoncé les essais nucléaires français, aériens et souterrains, à Mururoa dans l'océan Pacifique, vient de changer d'avis : selon lui les bombes atomiques ne constituent plus un danger pour l'environnement. «La situation s'est considérablement améliorée,» a-t-il dit. Surtout pour lui, puisqu'il fait maintenant partie du gouvernement Rocard. Comme quoi, il n'y a pas que l'uranium qui se dénature avec le temps... Les politiciens aussi, et bien plus vite !



(AFP)

– Cet aspect de Brice Lalonde n'est pas dû aux retombées de Mururoa, mais à un différend avec des écologistes déjà qui, en 1984, l'avaient aspergé de farine.



Né en Autriche, à Trieste, en 1903, Vladimir Bartol, écrivain de langue slovène publia ce roman en 1938 à Ljubljana, autant de raisons qui expliquent que ce roman soit resté inconnu et inédit en France a ce jour, même si Vladimir Bartol lui-même, sur la fin de sa vie, dans les années soixante, accéda aux honneurs dans son pays, la Yougoslavie.

Il s'agit pourtant d'un vrai et grand roman, riche de multiples facettes ; roman historique, puisqu'il s'agit de l'histoire du *Vieux de la Montagne*, Hassan, qui, de la forteresse d'Alamut, gagna au chiisme la Perse du 11e siècle avec ses Haschichins. C'est d'abord un roman d'aventures, sinon de cape et d'épée, mais de turban et de poignard, avec les stratagèmes et les artifices propres au conte persan, et c'est aussi une fable politique sur les mécanismes des dictatures, du pouvoir absolu et du fanatisme. En 1938, les exemples ne manquaient pas à l'auteur, de Mussolini qui s'était emparé de Trieste, à Hitler ou même Staline. Mais c'est un dictateur du lointain Orient, et du Moyen Age que s'est attaché à peindre Vladimir Bartol.

Lorsque débute le roman, nous sommes en 1092, quelque part sur la route militaire qui conduit les caravanes venant de Samarcande et de Boukhara au pied du massif de l'Elbourz, au cœur des hautes terres de l'Iran. C'est là, dans cette région sauvage de hautes montagnes qu'est perchée la forteresse d'Alamut, véritable nid d'aigle, inexpugnable, qu'a investie le chef des Ismaïliens, le vieillard Hassan. Hassan Ibn Saba, ami du poète Omar Khayam, se fait passer pour le nouveau Prophète. Il a découvert que le Coran n'est qu'un fatras de superstitions, «*le fruit de cerveaux dérangés*», mais finalement la religion, puisqu'elle ne saurait être qu'un opium pour le peuple, est devenue pour lui un moyen politique. Puisque «*rien n'est vrai, tout est permis*». Et la mystification religieuse est le moyen pour Hassan d'entraîner la secte des Ismaïliens à l'assaut des Turcs qui ont asservi les Perses. Le sultan, un Turc de la dynastie des Sedjoukides, est allié au calife de Bagdad, mais leur régime «*mécontente les foules... Voilà en quoi le nom d'Ali est saint. Nous nous en sommes servis pour soulever le peuple contre le sultan et le calife. Rien de plus*», déclare Hassan.

Pour cela, le maître d'Alamut a besoin d'un appareil militaire. Il a conçu un plan. Au nom de l'obéissance absolue à Allah et à son représentant sur terre, à savoir lui-même, il enrôle la fine fleur de la jeunesse, des jeunes gens rompus à toutes les disciplines à qui il fait subir un dressage rigoureux, et à qui il promet d'ouvrir les portes du paradis, s'ils acceptent de faire le sacrifice de leur vie... Parallèlement, il leur bâtit un paradis de bazar, empli de «*jeunes filles éternellement vierges*», parées de toutes les grâces et dressées, elles aussi, par une maquerelle experte. Ce qui vaut au lecteur une savoureuse scène de comédie, lors de la virée des jeunes gens au sérail, pleine de fraîcheur malgré tout, sous les regards du vieil Hassan qui observe la scène avec ses conseillers du haut de sa tour mirador.

Toute la ruse de Bartol consiste à dissimuler derrière une fiction historique moyenâgeuse et romanesque à souhait avec ses retournements de situation, ses suspenses, ses meurtres, ses propres préoccupations d'intellectuel qui n'accepte pas le fanatisme de son monde contemporain. Malheur à qui ne veut pas comprendre, nous avertit-il, malheur aux drogués volontaires... Seule, Halima, la fillette dernière venue au harem, trop naïve et entière, échappe aux calculs du Vieux de la Montagne, ainsi que Ben Tahir, le poète, un sceptique qui, lui, reviendra du paradis.

Et l'auteur qui est allé chercher un ayatollah du 11e siècle, inventeur des commandos suicide, pour incarner le dictateur absolu, nous dresse le portrait d'un personnage monstrueux à souhait, qui se définit lui-même comme «*un effrayant rêveur d'enfer*», un monstre solitaire et mégalomane mais cependant humain, avec ses doutes et ses artifices finalement minables, même s'ils réussissent.

Et sur ce thème, Vladimir Bartol a composé un roman plein d'aventures, de tragédies et de monstres, violent et poétique, à déguster comme une pâtisserie orientale dans laquelle les épices pointent derrière les amandes et le miel.

Cécile BERNIER

ALAMUT
de Vladimir Bartol.
Editions Phébus : 139 F.

Un été à Jérusalem, de Chochana Boukhoza

Une jeune juive, fille d'émigrés tunisiens à Paris avait convaincu ses parents d'émigrer une nouvelle fois, à Jérusalem. Mais la Terre Promise s'avérait bien décevante et, abandonnant le sionisme et Jérusalem, la jeune fille retournait bien vite à Paris. Trois ans après, elle retrouve Jérusalem, le temps des vacances. Mais la guerre fait rage au Liban, ses deux frères sont engagés quelque part dans la montagne du Chouf. Son père, aigri et taciturne, n'a pas renoncé à son comportement de tyran domestique... et sa mère, soumise, s'est pliée à la tradition, maintenant, elle porte même le foulard pour cacher ses cheveux.

Pour l'auteur qui raconte à la première personne, ces trois mois passés à Jérusalem, la société israélienne est étouffante, insupportable. La guerre a durci les relations, les idées de la réaction s'affichent, omniprésentes, la tradition pèse avec la religion et la bêtise chauvine.

Elle, du coup, en réaction, se déguise en touriste ultra-maquillée et provocante. Elle arpente les rues de Jérusalem, une ville qui l'attire pourtant, car c'est le monde arabe de son enfance, avec ses odeurs, sa lumière, mais où elle se sent étrangère et dont elle est rejetée d'ailleurs. Et de toute façon, elle n'accepte pas de vivre avec la peur de chaque nouveau communiqué qui va annoncer de nouvelles morts. Elle n'accepte pas la résignation qu'elle sent chez ceux qui l'entourent, qui vivent en perpétuelle attente, en perpétuelle angoisse, mais vivent quand même «en sursis» : «*toute une génération qui accepte l'idée de limiter la notion d'avenir à l'idée de demain*». «*L'amnésie est contagieuse. Tout le pays trépigne, mange, jouit. Le vieux réflexe du survivant*». Car la guerre, même si on n'en parle pas, est là, dans les cœurs, dans les esprits, on vit avec... quelquefois, ça éclate, en pleine ville. Il suffit d'une réflexion d'un commerçant arabe à des soldats en virée dans le souk et tout le quartier est bouclé, les pierres commencent à voler.

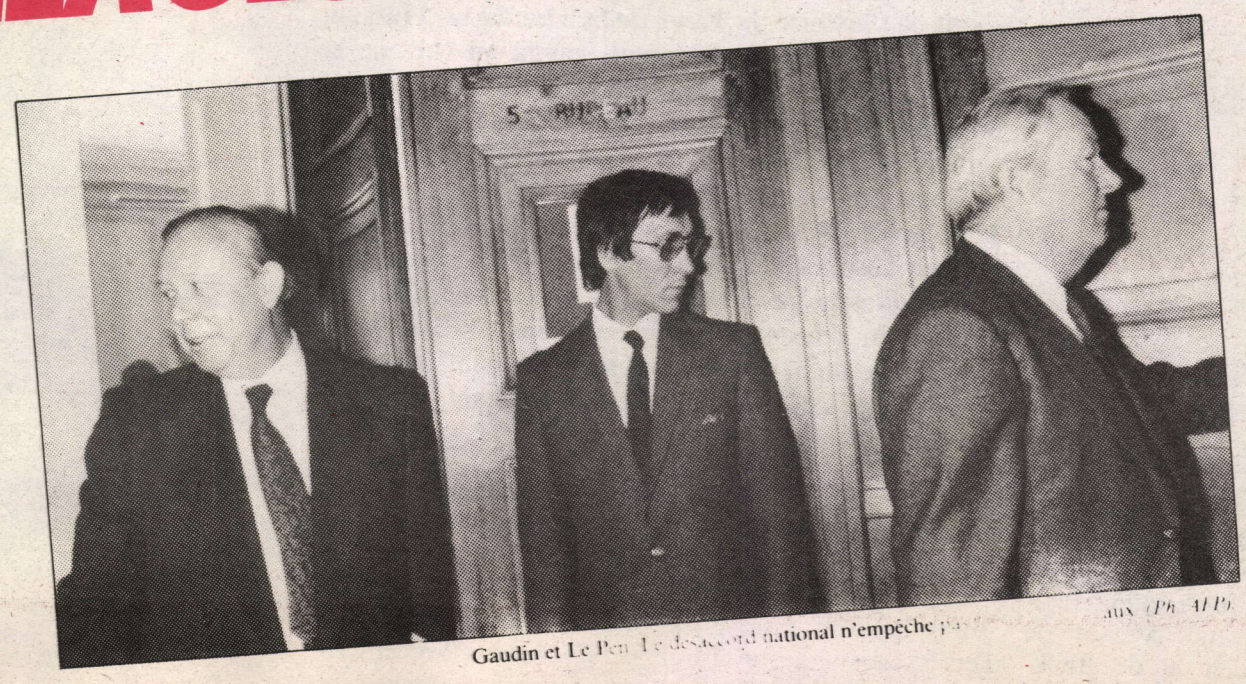
Un témoignage passionné qui dénonce la guerre que mène Israël, cette guerre que la jeune femme n'admet pas de voir entrer dans les mœurs, acceptée, justifiée même. Un témoignage d'autant plus virulent qu'il trahit une illusion déçue.

C.B.

Un été à Jérusalem *de Chochana Boukhoza* collection de Poche «Points Roman» aux éditions du Seuil: 35 F.

Droite-Front National

GRENOUILLAGES ÉLECTORAUX



Gaudin et Le Pen. Le désaccord national n'empêche pas [illegible] aux (Ph. AFP)

Les élections législatives sont à peine terminées que déjà la vie politique se meut dans la perspective des élections municipales de mars prochain. Ainsi le dirigeant du Front National, Le Pen, vient-il de proposer publiquement aux partis de droite la constitution de listes communes FN-RPR-UDF *«partout où la gauche est au pouvoir et où elle risque de passer au premier tour»*.

Face au Front National, les dirigeants des partis de droite adoptent une attitude double : d'un côté, ils proclament tous qu'il n'y aura pas d'accord avec lui au niveau national, et de l'autre ils s'empressent de signer des accords au niveau local, comme cela a été le cas récemment à Marseille lors des législatives, ou dans nombre de conseils régionaux.

C'est qu'il leur faut ménager ceux de leurs électeurs qui ne voient pas d'un très bon œil des accords avec Le Pen, et ceux qui en sont partisans ; il leur faut également ne pas repousser les électeurs d'extrême-droite, dont ils veulent pouvoir recueillir les voix.

Et pour les municipales, scrutin qui autorise les fusions de liste au 2e tour, et qui encourage donc des accords d'union, les marchandages ont déjà commencé, et les membres du Front National peuvent déjà compter, en échange de leur soutien, sur un certain nombre de postes de conseillers municipaux, voire de maire-adjoint.

Car le problème de tous ces politiciens de droite est de conserver leurs postes, et pour cela, ils estiment avoir besoin de l'apport des voix du Front National. Là s'arrêtent leurs préoccupations. Et ils peuvent tout juste, à l'aide de combines électorales, augmenter ou réduire la représentation parlementaire du Front National.

Mais l'influence que peut avoir un Le Pen ne se limite pas à cela : elle est le reflet d'un recul de la société, aussi bien sur le plan économique que politique. Ce qui a nourri son succès, c'est la crise économique et le fait que la classe ouvrière a disparu ces dernières années de la scène politique. La responsabilité de cette absence revient en grande partie aux partis de gauche. En effet, pendant ces dernières années, la gauche a contribué à démoraliser les travailleurs, qui l'ont vue, au gouvernement, justifier et favoriser les licenciements, c'est-à-dire le chômage, bloquer les salaires, démanteler la protection sociale, inventer des TUC ou SIVP, permettant aux patrons de payer leurs ouvriers deux à trois fois moins que le SMIC.

Alors, du fait que la classe ouvrière n'est plus présente sur la scène politique, qu'elle ne se bat plus contre les inégalités, en mettant en avant ses idées de progrès et de justice sociale, d'autres forces sociales ont occupé le terrain.

Cela a encouragé les adversaires de la classe ouvrière à relever la tête, à renforcer leur conviction que la classe ouvrière était suffisamment démoralisée pour être prête à tout accepter.

C'est dans ce contexte qu'un démagogue comme Le Pen a pu voir son influence augmenter, parmi toute une partie de la petite-bourgeoisie qui a vu, elle aussi, que la gauche n'était pas capable de faire prévaloir d'autres solutions à la crise, dont les petits-bourgeois ne souffrent pas encore, pour beaucoup d'entre eux, mais dont ils craignent les effets.

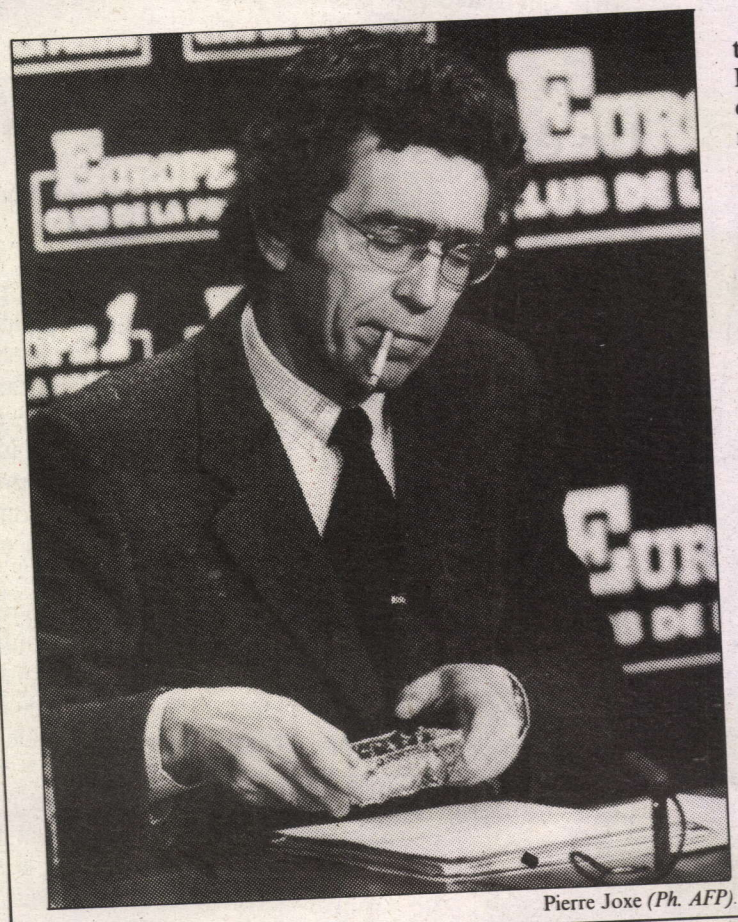
Ce recul de la société est aujourd'hui perceptible au travers des élections. Et c'est déjà grave, car cela reflète le recul de la classe ouvrière. Mais demain, si la crise s'aggrave, ces petits-bourgeois hostiles à la classe ouvrière peuvent ne pas se contenter de déposer discrètement un bulletin dans l'urne et être flattés qu'on parle d'eux, mais passer aux actes, c'est-à-dire se transformer en troupes de choc contre les travailleurs, comme on l'a déjà vu dans le passé.

Alors, face à ce danger, qui peut s'aggraver demain, on ne peut pas faire confiance à quelque politicien que ce soit, de droite ou de gauche.

Il n'y a que la classe ouvrière qui puisse lutter efficacement contre l'extrême-droite : en reprenant confiance dans ses forces et sa capacité de lutte, en montrant qu'elle est capable d'offrir des solutions pour l'ensemble de la société. Et si c'était le cas, on n'entendrait plus alors beaucoup parler de ces politiciens anti-ouvriers comme Le Pen.

M.L.

SILENCE... ON GOUVERNE



Pierre Joxe *(Ph. AFP)*

El Badil démocratique, journal de l'opposition algérienne, qui défend les thèses du MDA (Mouvement Démocratique Algérien) de Ben Bella, vient d'être interdit par le ministre socialiste de l'Intérieur, Pierre Joxe.

Le motif de cette interdiction : cette revue serait «dans le contexte actuel, de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France». C'est presque mot pour mot la raison invoquée par Pasqua-Pandraud lors des trois précédentes interdictions des revues du même MDA, entre décembre 1986 et juillet 1987.

Et pour cause, c'est la sacro-sainte raison d'Etat ! Celle qui avait amené la gauche, dans le précédent gouvernement, à interdire un rassemblement d'opposants algériens et qui l'a rendue soudain muette quand l'*Alternative Démocratique,* organe à l'époque du MDA venait, en mars 1987, d'être interdit par le gouvernement de droite.

On nous parle beaucoup en ce moment des droits de l'homme et de défense des libertés, mais ça, c'est bon pour les célébrations de bicentenaire ! Quand on est «aux affaires», on en va tout de même pas risquer de se brouiller avec un gouvernement dictatorial et néanmoins ami !

S.M.

utte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995